



# Investissements directs étrangers et intégration régionale en Asie de l'Est

Pascal Petit

## ► To cite this version:

Pascal Petit. Investissements directs étrangers et intégration régionale en Asie de l'Est. Michèle Rioux. Entre attraction et responsabilisation des firmes multinationales., Athéna, 2005. halshs-00112832

**HAL Id: halshs-00112832**

**<https://shs.hal.science/halshs-00112832>**

Submitted on 9 Nov 2006

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Investissements directs étrangers et intégration régionale en Asie de l'Est<sup>1</sup>**

Pascal PETIT (CNRS-Cepremap)  
Avec la coopération de Yasuo INOUE (Nagoya City University)

L'intégration régionale en Asie de l'Est<sup>2</sup> n'est pas fondée sur une volonté politique des gouvernements comme celle qui présida à la naissance de l'Union européenne. L'intégration régionale en Asie de l'Est est plus portée par les acteurs économiques. Elle est essentiellement liée au développement, dans les deux dernières décennies du 20<sup>ème</sup> siècle, d'une division du travail à l'échelle des pays de l'Asie de l'Est largement impulsée par l'essor de grandes firmes de l'industrie japonaise, suivi de celui d'un ensemble de firmes dans les pays « voisins » (Taiwan, Corée du Sud et les deux Etats Cités, Hong Kong et Singapour) et enfin, par le développement, dans les années 90 de l'industrialisation de nouveaux pays (Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Philippines). Dans la perspective d'une dynamique de division régionale des processus productifs, la zone fonctionne comme un vaste atelier pour le reste du monde avec une division hiérarchisée des tâches. Les industries électroniques en fournissent l'exemple le plus frappant et la hiérarchie des spécialisations qu'elles font ressortir illustre un schéma de développement régional en vol d'oies mené par les industries les plus avancées. Cette lecture du processus régional reste cependant trop mono causale. La division régionale des processus productifs en Asie de l'Est n'est pas uniquement stimulée par la dynamique des grandes entreprises du Japon et des autres pays de la zone ; s'y ajoutent également les effets de l'attraction des investisseurs étrangers à la zone et en tout premier lieu les investissements directs en provenance des États-Unis<sup>3</sup>.

Dans ce chapitre, nous chercherons à caractériser la dynamique de régionalisation de l'Asie de l'Est. La première partie de ce chapitre présentera une caractérisation des processus d'intégration régionale tenant compte des dimensions économiques, politiques et citoyennes.

---

<sup>1</sup> Une première version de ce texte a été présentée au séminaire EMMA-RINOS (Réseau Intégration Nord-Sud) qui s'est tenu à Paris les 26 et 27 mai 2003 sur l'analyse comparatiste des processus d'intégration régionale Nord-Sud.

<sup>2</sup> Par Asie de l'Est nous nous référons, à l'ensemble des pays asiatiques concernés par divers processus d'organisations régionales à savoir : le Japon, la Chine, la Corée, Taiwan, Hong Kong (Chine), Singapour et cinq pays de l'ASEAN (Thaïlande, Malaisie, Philippines, Vietnam, Indonésie). Voir Banque Mondiale (2002).

<sup>3</sup> Borrus M. Zysman J. (1997) "The rise of Wintelism as the future of industrial competition" *Industry and Innovation*, vol 4, number 2, December.

Soulignons, en passant, que la présence américaine s'explique également, historiquement, par l'appui économique donné à nombre de pays pour contrer l'expansion des pays communistes dans la zone.

Cette grille de lecture opposera la dynamique d'expansion régionale essentiellement économique telle que l'a connue l'Asie de l'Est à celle d'une intégration, d'emblée, plus politique comme celle expérimentée en Europe. La deuxième partie analysera l'ampleur des processus de rattrapage internes à la zone en distinguant les divers niveaux de développement. La troisième partie cherchera à expliciter ce schéma d'intégration régionale qui repose essentiellement sur une division régionale hiérarchisée du travail impulsée par les entreprises internationalisées, en particulier japonaises. Nous préciserons finalement les perspectives de cette intégration régionale telles qu'elles se présentent après le choc que constitua la crise financière de 1997 tout en esquissant quelques scénarios prospectifs pouvant présider aux développements de l'intégration régionale en Asie de l'Est.

Le processus d'intégration régionale en Asie de l'Est, essentiellement économique, fit montre de sa fragilité en 1997 avec l'éclatement de la crise financière asiatique, initiée par une crise de confiance à l'égard de la monnaie thaïlandaise, qui s'étendit rapidement aux autres pays de la zone imprudemment exposés à la spéculation internationale par la libéralisation récente de leurs marchés financiers. Cette crise semble avoir contribué à un certain renforcement des bases politiques du processus d'intégration. L'évolution de l'ASEAN, avec des politiques d'intégration plus affirmées, son extension, ses accords avec de nouveaux membres, témoigne de ce renforcement. Ces réajustements ne sont pas les seules forces nouvelles influençant le processus d'intégration. À la fin des années 90, les flux d'investissements directs étrangers internes à la zone ont acquis une importance nouvelle ; les investissements internes des réseaux de chinois d'outre-mer jouent un rôle particulièrement important. L'essor de la Chine constitue d'ailleurs une nouvelle donne majeure pour la région au tournant du 21<sup>ème</sup> siècle.

### **Une grille d'analyse des processus régionaux**

L'analyse des relations internationales requiert que l'on tienne compte des dimensions économique, politique et citoyenne dans lesquelles elles s'inscrivent. La dimension économique fait référence aux flux d'échange de biens, de services et d'investissements (ce que l'on retient le plus souvent dans l'analyse de l'internationalisation d'une économie) ainsi qu'à la caractérisation de la division internationale des processus productifs qu'indiquent les relations de propriété, de sous-traitance, ou les accords internationaux entre firmes. La dimension politique renvoie principalement aux actions des pouvoirs publics sur le plan international qu'il s'agisse des accords internationaux ou de la politique d'aide ou de défense

nationale. La dimension citoyenne concerne les actions internationales liées à des mouvements politiques ou culturels ou aux activités des organisations non gouvernementales<sup>4</sup>.

Ces trois ordres sont interdépendants. La nature des rapports politiques influence à l'évidence les rapports économiques et réciproquement, selon des modalités variées. Des relations économiques entre pays ayant des niveaux de développement très différents conditionnent également le type de relations politiques qu'ils peuvent avoir ; les relations politiques auront tendance à reproduire cette hiérarchie économique<sup>5</sup>. De même, l'absence de dynamique citoyenne, le manque de visibilité et la faible implication des citoyens conduisent à limiter le renforcement de relations politiques.<sup>6</sup> Ces interdépendances jouent un rôle crucial dans la dynamique des relations internationales et en particulier des unions régionales. Si l'on compare les processus régionaux à la fin du 20<sup>ème</sup> siècle, on voit bien que les ordres économique, politique et citoyen s'entremêlent suivant des logiques historiques et géographiques particulières. L'intégration régionale est un processus qui ne suit pas nécessairement le schéma classique proposé par Bela Balassa (Encadré 1) qui suggère que les progrès de l'intégration économique conduisent de façon linéaire à une intégration politique.

---

<sup>4</sup> On néglige souvent l'ordre privé citoyen. Il a pourtant sa place par ses effets non seulement sur les relations politiques mais aussi sur les relations économiques, via par exemple les transactions qu'impulsent la présence de communautés étrangères, l'existence d'affinités culturelles, politiques ou éthiques. Les unions régionales que nous analysons sont particulièrement marquées par l'importance relative accordée à ces trois ordres. En effet, les communautés auxquelles elles renvoient sont plus ou moins marchandes, politiques ou « culturelles ».

<sup>5</sup> De façon intrinsèque mais aussi souvent par référence à des situations antérieures de domination politique.

<sup>6</sup> Les difficultés de l'intégration européenne sur le plan politique conduisent souvent à évoquer un certain déficit démocratique.

**Encadré 1 - Le schéma d'intégration régionale de Bela Balassa<sup>7</sup>  
conditions de validité d'un régime de croissance à l'autre**

Le schéma d'intégration régionale proposé par Bela Balassa (1961) est longtemps apparu comme l'archétype du processus de régionalisation, confirmé pendant longtemps par l'exemple de l'intégration européenne. Ce schéma distinguait 5 étapes :

- 1) une zone de libre échange
- 2) une union douanière
- 3) un marché commun
- 4) une union économique et monétaire
- 5) une union politique

Ces étapes étaient d'autant plus séparables que dans les années 60 et 70 les espaces respectifs du capital industriel et du capital financier étaient bien délimités, tant sur le plan international (avec les accords de Bretton Woods et les restrictions aux flux de capitaux) que sur les plans nationaux avec des réglementations bancaires assez limitatives.

Le schéma d'intégration européenne jusqu'aux années 80 illustre assez bien un processus de cette nature, si l'on tient compte à la fois du caractère spécifique, souvent sectoriel, des avancées et des « chocs » provoqués par l'arrivée continue de nouveaux membres. Dans les deux dernières décennies le processus esquissé par Balassa perd de sa pertinence, en tout premier lieu parce que ces conditions de séparabilité n'existent plus dans un monde où les rapports entre capital financier et industriel ont profondément changé. Cette observation suffit à montrer le particularisme de l'expérience européenne et la nouveauté des problèmes auxquels sont confrontés les nouveaux processus régionaux à l'œuvre en Asie et en Amérique. A l'inverse les problèmes que rencontrent les nouveaux processus régionaux, mêlant les problèmes monétaires et politiques aux questions économiques peuvent être riches d'enseignement pour une intégration européenne dont la progression vers l'union monétaire et des formes centrales de coordination politique ne va pas de soi.

Comparant les processus régionaux en Asie et en Europe, Petit souligne les différences de trajectoire qu'implique une union politique entre pays de niveaux de développement voisins et une union développée *de facto* sur une base économique à travers les stratégies de délocalisation des activités productives des grandes firmes comme ce fut le cas en Asie<sup>8</sup>. On parlera d'union régionale de type E (URE) pour les premières et d'union régionale de type A (URA) pour les secondes afin de permettre les références à des idéaux types qui facilitent l'analyse de processus régionaux en réalité beaucoup plus complexes et divers.

Deux éléments rendent les unions régionales plus complexes que ne le laisseraient supposer les modèles évoqués ci-dessus. D'une part, les ensembles de pays concernés par une intégration économique et par une intégration politique ne coïncident pas toujours. D'autre part, l'ensemble de pays concernés par un processus d'intégration est en constante évolution, le plus souvent par élargissement du nombre de partenaires (les sorties étant plus rares). A cet égard, le processus d'intégration économique est par essence plus ouvert, l'élargissement résultant d'une tendance générale à l'ouverture aux échanges, inhérente à la dynamique d'expansion des économies capitalistes. À l'opposé, le processus d'intégration politique est le plus généralement d'ordre défensif et s'adresse à des pays ayant des niveaux de

<sup>7</sup> Balassa B. (1961), *The theory of Economic Integration*. Homewood (Illinois) : Richard Irwin.

<sup>8</sup> Petit P. (2003), *Mondialisation et régionalisation : une analyse comparative de la construction des rapports internationaux en Europe et Asie de l'Est*, CEPREMAP, janvier, multig. 30 p.

développement voisins<sup>9</sup>. Par intégration défensive, on fait référence aux unions qui cherchent à protéger leurs membres d'une menace extérieure, qu'il s'agisse d'une compétitivité agressive, d'une menace militaire ou de spéculations financières<sup>10</sup>. L'on peut situer dans cette catégorie le resserrement des alliances politiques en Asie de l'Est, et en tout premier lieu celui de l'ASEAN, après la crise financière asiatique de 1997. L'encadré 2 rappelle les étapes de la construction de l'ASEAN et l'on soulignera qu'après avoir intégré de nouveaux membres à la fin des années 90, l'ASEAN a multiplié les accords, en 2002, non seulement avec le Japon, mais également avec la Chine et les Etats-Unis<sup>11</sup>.

#### **Encadré 2 - Les étapes de la construction régionale en Asie de l'Est**

- 1967 : fondation de l'ASEAN à six pays (Malaisie, Brunei, Singapour, Philippines et Indonésie)
- 1992 : objectif d'une zone de libre échange (AFTA) retenue à Kuala Lumpur, avec un tarif préférentiel commun (objectif 0% de droits de douane en 2010).
- 1995 : le Vietnam rejoint l'ASEAN
- 1997 : entrée du Myanmar et du Laos
- 1999 : entrée du Cambodge, portant à 10 le nombre des membres de l'ASEAN
- 2000 : accords de coopération financière de Chiang Mai des pays de l'ASEAN +3 (Japon, Corée, Chine)
- 2001 : Initiative Miyazawa, offre d'assistance financière du Japon aux pays asiatiques
- 2001 : annonce d'un accord ASEAN-Chine pour l'objectif 2010
- début 2002 : accord ASEAN-Japon (Jacep), accord large (commerce, investissement, sciences, ressources humaines, tourisme,) permettrait d'accroître les exportations de l'ASEAN vers le Japon de 21 milliards de \$ d'ici 2020 (pour un niveau proche de 54 mds \$ en moyenne depuis 1995).
- novembre 2002 : confirmation des accords ASEAN-Chine et ASEAN-Japon lors de la réunion de l'ASEAN au Cambodge.
- Octobre 2002 : accord ASEAN-Etats-Unis à Mexico, pour des accords bilatéraux avec les pays de l'ASEAN adhérents à l'OMC (ce qui exclut le Vietnam, le Laos et le Cambodge).
- Octobre 2003 : accord de coopération avec l'Inde à Bali ouvrant la voie à un traité de libre échange

L'intégration est certes un processus différencié et complexe ne facilite pas les comparaisons ni la théorisation. Cependant, au-delà de la diversité que présente le réel, les deux schémas types énoncés ci-dessus nous aident à penser les dynamiques régionales et, de façon plus spécifique, les processus d'entrée et de rattrapage. Dans une union de type URE où

<sup>9</sup> Dans le cas de l'Europe, la volonté politique qui présida dans les années 50 à l'instauration de marchés communs n'est qu'indirectement défensive (contre le communisme) mais vise à mettre fin aux antagonismes intra-européens fauteurs des deux guerres mondiales.

<sup>10</sup> Encore faut-il que ces alliances politiques défensives, souvent sous-régionales, soient crédibles, faute de quoi les pays sont tentés de doubler ces accords sous-régionaux d'accords bilatéraux avec des pays extérieurs.) Voir Higgott R. (2002), *The Political Economy of Globalisation: Can the Past inform the Present?* Trinity College, Dublin, August 29-31.

<sup>11</sup> Le caractère tripodique de la zone d'Asie de l'Est avec le poids géopolitique de la Chine, le poids économique du Japon et l'influence économique et politique des Etats-Unis (partie prenante à la fois d'une politique visant à

les pays sont sensés avoir atteint un même niveau économique, l'intégration pousse à des spécialisations mais, à l'exemple de l'Europe, celles-ci peuvent se faire au niveau du commerce intra-branche. De plus, dans les URE, des politiques de rattrapage veillent à mettre le plus rapidement à niveau les pays entrants qui seraient nettement en dessous de la moyenne (logique des fonds structurels européens). Dans une union de type URA, moins institutionnalisée dans l'ordre politique, ce sont les investissements directs des firmes multinationales de la zone qui vont jouer un rôle régulateur, au-delà des effets prix qui tendraient à avantager plus fortement les pays aux coûts salariaux les plus faibles. En fait, les écarts de salaires ne sont pas seuls décisifs et l'inégale diffusion des savoirs faire joue un rôle important (ne serait-ce qu'en déterminant les coûts unitaires de production, au-delà des effets de compétitivité hors coûts).

C'est bien ce dernier schéma qui caractérise le mieux la dynamique de la région de l'Asie de l'Est. Le tableau 1 fait bien ressortir l'insertion croissante des pays concernés dans les échanges internationaux (colonnes 1 et 2) et le développement récent des flux d'investissement direct (colonne 3) faisant ressortir un rattrapage économique sur la période 1975-1999 (en PPA dollar des Etats-Unis), même si *in fine* les niveaux de développement des pays de la région restent très inégaux en 1999. La hiérarchie des niveaux de développement correspond encore nettement aux différentes phases de développement de la zone où le décollage du Japon fût suivi de celui des quatre nouveaux pays industriels NPI (Hong Kong, Singapour, Corée du Sud et Taiwan), puis du cercle des nouveaux « nouveaux pays industrialisés » (NNPI) (Malaisie, Thaïlande, Indonésie, Philippines)<sup>12</sup> dont les sorts furent plus variés et finalement fortement secoués par la crise financière qui éclata en 1997 en Thaïlande. Il faut néanmoins reconnaître que l'histoire de ce rattrapage inachevé est avant tout celui de l'aventure industrielle de cette partie du monde dans les dernières décennies.

---

contenir l'expansion communiste et du développement de l'industrie électronique sur les deux rives du Pacifique) est une caractéristique de long terme de la région.

<sup>12</sup> A titre de comparaison à la même date les PIB par tête en dollars PPA1999 allaient de 15414\$ en Grèce à 25869 \$ au Danemark...et 25918 \$ en Irlande.

**Tableau 1 - Insertion des pays d'Asie de l'est dans les échanges internationaux**

Des années 70 aux années 90

	1	2	3	4	5	6
<b>Japon</b>						
70	10.6	9.4	(77) 29	(77) 2,1	(77) 0.0	24898
96	10.0	9.2				(2.8)
00	10.8	10.2	35	10,1	2.0	4347
<b>Chine</b>						
82	10.5	8.4	(82) 11.8	(82) 0	(82) 2.23	3617
96	20.9	18.8		0.4		(8.1)
00	25.9	23.2	16.8		0.18	990
<b>Hong Kong</b>						
98	130	129	14	9.7 4.7	8.2 12.1	22090 (4.8)
01	144	139	12.6			159
<b>Indonésie</b>						
81	25.9	23.4	3	0	0.8	2857
96	25.0	26.1		12		(4.6)
00	46.1	36.1	37.5		11.4	143
<b>Corée</b>						
70	13.8	23.9	(76) 14.3	(76) 0	(76) 0	15712
96	29.5	33.5				(6.5)
01	42.9	40.5	24.7	1.7	2.3	407
<b>Malaisie</b>						
74	48.1	49	17.5	0	15	8209
96	91.3	90				(4.2)
00	125	105	21.5	2	4.8	79
<b>Philippines</b>						
74	22.9	25.8	(77) 23	(77) 0	(77) 5	3805
96	40.4	50				(0.1)
01	48.1	47	18	0.5	6.3	77
<b>Singapour</b>						
74	152.3	168.3	1.0	5.1	4.4	20767
96	171	159				(5.3)
00	179	161	16.7	3.1	5	85
<b>Thaïlande</b>						
74	22.1	24.5	20.7	0	3.1	6132
96	39.3	45.9				(5.7)
01	66.4	60.3	26.7	0.3	7	124

(1) Exportations de biens et services en % du PIB (source annuaires statistiques du FMI)

(2) Importations de biens et services en % du PIB (source : idem 1)

(3) Importations de services/importations de biens en % (source : idem 1)

(4) Investissement direct à l'étranger/ total exports en %(source : idem 1)

(5) Investissement direct de l'étranger/total imports en % (source : idem 1)

(6) PIB par habitant PPA US dollars 1999/ (tcam 75-99)/ PIB en milliards \$ 1999 /

Source : *Rapport Mondial sur le développement humain*, PNUD, Nations Unies, Bruxelles, De Boeck&Larcier, 2001.

### **Rattrapage des pays d'Asie de l'Est : une aventure industrielle**

L'histoire du rattrapage de la zone de l'Aise de l'Est dans la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle s'écrit en trois temps. Dans une première période, qui va jusqu'au milieu des années 70,



tous les pays connaissent des taux de croissance nettement supérieurs à ceux des pays développés en général et des Etats-Unis en particulier (exception faite de l'Indonésie et des Philippines). Dans une seconde période, qui couvre les années 80 et 90-97, le différentiel de croissance du Japon diminue jusqu'à devenir négatif dans les années 90, alors que le surplus de croissance des autres pays asiatiques reste tout à fait remarquable (à la seule exception encore une fois des Philippines) (voir tableau 2). La troisième période, qu'ouvre la crise financière de 1997, met fin brutalement au différentiel de croissance des NNPI, dont l'industrialisation est la plus récente. L'Indonésie, la Thaïlande et la Malaisie sont les plus touchés dans les années 98 et 99 (voir figure 1). Également, la croissance de NPI, pays dont l'industrialisation est un peu plus ancienne comme Hong Kong et la Corée du Sud, est aussi infléchi à la baisse. Les économies de Singapour et de Taiwan sont par contre nettement moins affectées dans les premières années qui suivent la crise de 1997 mais finissent par pâtir de ce retournement de situation dans les années 2001 et 2002, alors que les autres économies commencent à se rétablir quelque peu. La stabilité à un niveau élevé de la croissance chinoise sur toute cette troisième période qui suit la crise financière constitue un phénomène remarquable qui modifie profondément les rapports de force dans la région. Cette différence de conjoncture entre la Chine et les autres pays apparaît nettement dans l'évolution des exportations qui doublent entre 1999 et 2002 alors qu'elles n'augmentent que de 20% pour les NPI et les NNPI sur la même période.

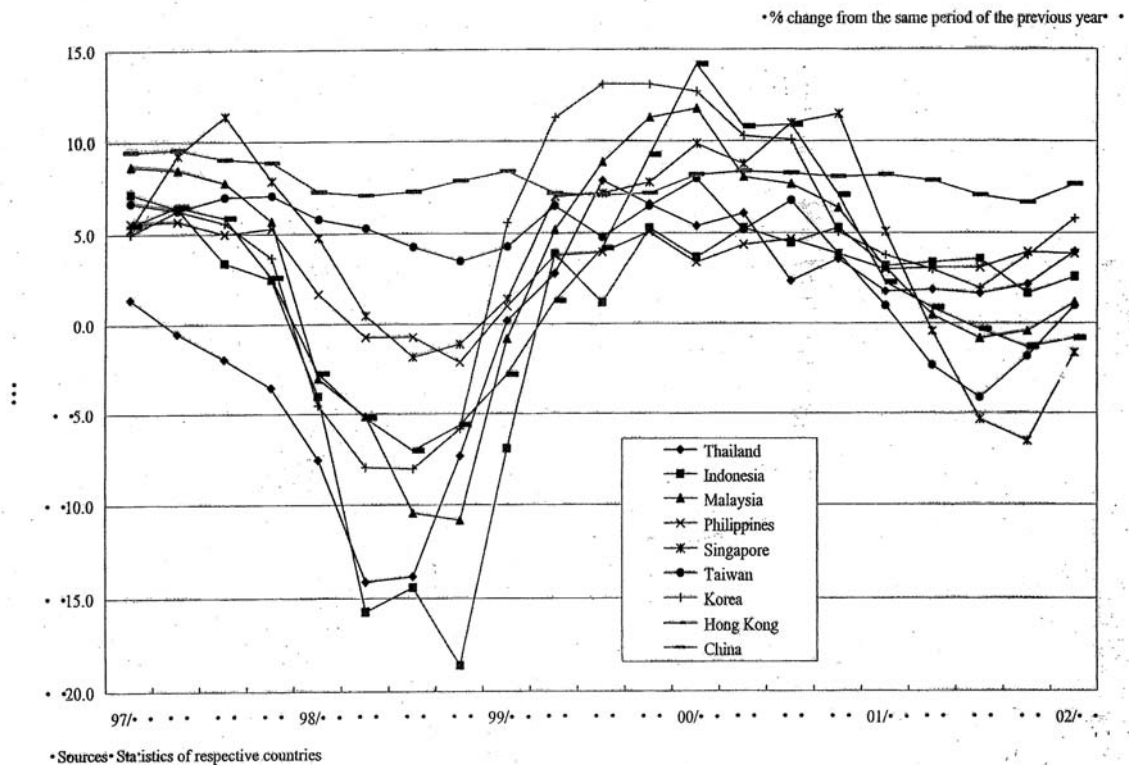
**Tableau 2 - Croissance du PIB -1960-1997**  
(taux de croissance annuels moyens)

	1960s	1970s	1980s	1990-97
OCDE	5.2	3.2	3.0	2.2
USA	4.3	3.0	3.3	3.0
Japon	10.9	5.0	4.0	1.5
Corée	8.6	9.5	9.7	7.2
Taiwan	9.2	8.0	8.0	5.2
Hong-Kong	10.0	9.3	7.1	5.3
Singapour	8.8	8.5	6.1	8.5
Thaïlande	8.4	7.2	7.9	7.4
Malaisie	6.5	7.8	5.2	8.6
Indonésie	3.9	7.6	6.0	7.5
Philippines	5.1	6.3	1.0	3.3

IBRD, *World Development Report*, New York, Oxford University Press, Various Years ; ADB, *Asian Development Outlook*, Hong Kong, Oxford University Press, Various Years.

FIGURE 1

1. (1) Growth Rate of Real GDP in Asian Countries

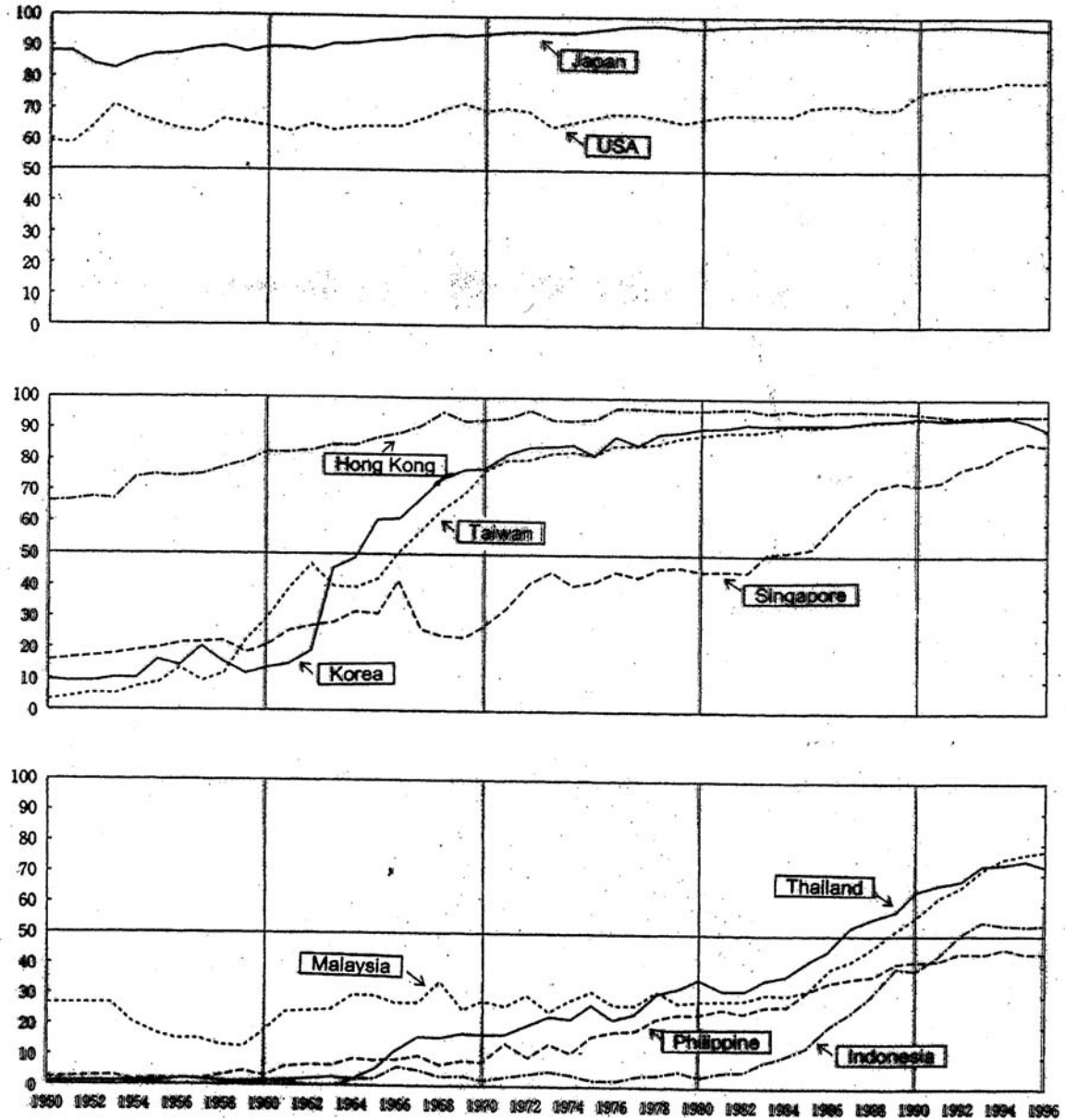


Derrière cette périodisation fondée sur les différentiels de croissance du PIB, on trouve en premier lieu une montée parallèle des taux d'industrialisation (figure 2):

- montée jusqu'au début des années 70 pour le Japon ;
- montée qui se prolonge, peu ou prou, jusqu'à la fin des années 80 pour les NPI, avec un net déclin pour tous ces pays dans les années 90 (en particulier pour Hong Kong) ;
- montée jusqu'à la fin des années 90 pour les NNPI.

FIGURE 2

图 2-3-1 The Export Ratio of Industrial Products to Total Exports



Les rythmes relatifs de cette industrialisation correspondent assez bien avec le schéma d'un rattrapage par vagues successives comme le postule le schéma d'organisation régionale dit du vol d'oies suggéré dès les années 60 par Akamatsu<sup>13</sup>. Toutefois, la dynamique que suppose ce schéma a des implications fortes sur les comportements de localisation des activités des firmes que nous chercherons à préciser à la section suivante avant de valider

cette caractérisation bien particulière d'intégration régionale. La figure 3 permet en outre de voir que les pays hors zone comme l'Inde, le Pakistan ou le Bangladesh ne connaissent pas sur la période une même montée des taux d'industrialisation.

Cela étant, au niveau méso-économique, l'évolution parallèle de la composition des exports (part des exportations de produits industriels dans le total des exportations, voir la figure 2) montre bien que l'industrialisation des pays de la région est liée à une capacité croissante à intervenir sur les marchés extérieurs de produits manufacturés.

### Figure 3 ici

La prise en compte des provenances et destinations des flux d'import et d'export permet aussi d'apprécier le degré d'intégration de la zone et son évolution dans les années 90 (tableau 3). Les NPI et NNPI réalisent la moitié de leurs exportations dans la zone Asie de l'Est et plus de 60% de leurs importations. Ces ratios ne se sont que légèrement accrus entre 1995 et 2000. Le Japon est sous cet angle moins intégré à la zone, ce qui tient pour une large part à l'importance relative de ses exports vers le reste du monde (dont les Etats-Unis) et à celle de ses importations de Chine. C'est par ailleurs l'intégration accrue de la Chine qui constitue l'évolution la plus notable des échanges commerciaux intra-zone entre 1995 et 2000.

**Tableau 3 - Le commerce régional en Asie (%)**

#### Exportations

	1995				2000			
	vers Asie	vers Chine	Vers Japon	vers U.S.	vers Asie	vers Chine	vers Japon	vers U.S.
Asie	32.9	4.6	11.6	20.4	33.4	8.6	11.0	21.4
Chine	36.8.	–	19.1	16.6	30.5	–	16.7	20.9
Japon	40.1	4.9	–	27.5	34.0	6.3	–	30.0
Total	37.3	4.2	8.5	22.4	34.9	6.6	8.7	23.8

<sup>13</sup> Akamatsu K. (1961), *A Theory of Unbalanced Growth in the World Economy*, Weltwirtschaftliches Archiv, vol 86, n°2,

**Importations**

	1995				2000			
	d'Asie	De Chine	Du Japon	De U.S.	d'Asie	De Chine	Du Japon	De U.S.
Asie	29.2	7.0	22.6	14.9	33.7	8.9	19.1	13.7
Chine	25.4	–	22.0	12.2	35.1	–	18.4	9.9
Japon	25.1	10.7	–	22.6	26.7	14.5	–	19.1
Total	30.6	7.3	16.5	16.7	35.9	9.0	14.0	14.6

Notes : (1) Asie : Corée, Singapour, Hong Kong, Taiwan, Thaïlande, Malaisie, Indonésie et les Philippines ;  
(2) Total : Asie + Chine + Japon

Sources : IMF « Direction Taiwan : Ministère des Finances » *Monthly Statistics d'exports et imports, Taiwan Area, R.O.C.*

Quels ont été les acteurs de ce développement industriel hiérarchisé ? En premier lieu les entreprises, et en particulier celles du Japon, qui ont délocalisé les productions ou les sous-traitances en fonction des capacités techno organisationnelles des pays concernés, à différents moments de leur développement. C'est aussi le fait d'entreprises nationales qui ont su trouver les créneaux adéquats d'insertion dans un commerce mondial très compétitif dans les décennies 80 et 90. Ce développement est aussi le résultat de politiques industrielles qui dans chaque pays ont favorisé les politiques d'accueil d'investissements étrangers. Le fameux rapport de la Banque Mondiale sur le miracle de l'Asie de l'Est souligne l'importance du rôle des politiques publiques dans cette aventure industrielle de la zone<sup>14</sup>. Le gouvernement japonais a lui-même favorisé certaines concertations entre ses industriels sur les délocalisations au milieu des années 80. Rappelons toutefois que les firmes et les gouvernements des pays asiatiques ne sont pas les seuls acteurs de ce développement. Les entreprises américaines, en particulier de la côte ouest, ont joué un rôle important dans la localisation des activités de l'industrie électronique, dont l'importance dans la dynamique de croissance des pays développés n'est plus à souligner<sup>15</sup>.

Les flux d'investissements directs constituent un bon indicateur de ces diverses influences croisées (voir tableau 4). Tout d'abord la libéralisation des mouvements de capitaux est assez récente et les flux sont quasi-inexistants avant le milieu des années 80, à l'exception notable de Singapour et dans une moindre mesure de la Malaisie. Les flux d'investissements étrangers n'ont donc pas contribué à l'essor des NPI, en l'occurrence de Taiwan, de la Corée du Sud et de Hong Kong. Mais ils ont pu jouer un rôle plus marqué dans celle des NNPI dans les années 90. De plus dans les années 90 la Corée du Sud, Taiwan et Hong Kong sont des exportateurs nets de capitaux qui ont largement contribué aux investissements directs étrangers reçus par les NNPI. Ceci nous invite à préciser la dynamique industrielle à la base du processus d'intégration régionale.

---

<sup>14</sup> Banque Mondiale *The East Asian miracle: economic growth and public policy*. New York, Oxford University Press, 1993.

<sup>15</sup> Cf Borrus M. Zysman J. (1997) "The rise of Wintelism as the future of industrial competition" *Industry and Innovation*, vol 4, number 2, December.

**Tableau 4 - Flux nets d'investissements étrangers**

(1985-1995, en milliards de dollars)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Corée	-0,5	-1	0	1	1	-0,4	-0,4	-0,4	-1	-2	-2,3
Taiwan	0,3	0,3	0	-3	-6	-4	-0,5	-1,2	-1,5	-1	-1,2
H-K	0	0	0	0	0	0	-1	-1,5	-4,5	-5,2	-6
Singapour	1	2	3	3,5	2	3,6	4	2	3	4,5	4
Thaïlande	0	0	0	1,3	1,6	2	1,7	1,7	1,4	1,1	1,2
Malaisie	0,8	0,5	0,3	0,8	1,5	2	3,7	5	4,7	4	3,8
Indonésie	0,2	0,3	0,3	0,6	0,8	1	1,3	1,8	1,8	2	3
Philippines	0	0	0	1	0,6	0,5	0,6	0,3	1,3	1,6	1,5

Source : FMI Annuaire, diverses années.

**Un schéma d'intégration régionale impulsée par les entreprises.**

Les données sur les flux d'investissements directs ne donnent qu'une idée grossière de la dynamique de division régionale du travail. Les fondements de cette dynamique, où la hiérarchisation semble dépendre des niveaux de maîtrise des savoirs faire industriels, possèdent *a priori* une forte dimension sectorielle. Il peut donc être instructif d'analyser cette division au niveau sectoriel, en particulier en ce qui concerne l'industrie de l'électronique, qui demande des connaissances technologiques particulières, donc une certaine intégration à des systèmes productifs internationalisés, pour être accessible à des pays en voie de développement.

La validité du modèle de régionalisation en vol d'oies mis en avant par Akamatsu doit s'exprimer en tout premier lieu dans la structure de l'organisation des productions du secteur électronique pour lequel l'Asie se situe au 1<sup>er</sup> rang de l'économie mondiale. En 1999, l'Asie a réalisé 45% de la production électronique devant les Etats-Unis 38% et l'Union européenne 19%. Dans cette création de valeur à l'échelle régionale dans le secteur de l'électronique les rôles sont assez hiérarchisés. Le Japon concentre l'essentiel des activités de Recherche&Développement et d'innovation, la Corée du Sud joue un rôle secondaire en la matière. Taiwan, Singapour et la Corée du Sud sont plutôt spécialisés dans la production de composants critiques (fonderie des semi-conducteurs) et les pays l'ASEAN (Philippines, Malaisie, Indonésie et Thaïlande) sont plutôt concernés par des activités d'assemblage et de tests de produits finis. La Chine appartient à ce dernier groupe mais, d'une part, sa quantité de production s'est fortement accrue et, d'autre part, on assiste à une véritable montée en gamme de la Chine dans le domaine des semi-conducteurs. Ceci correspond à un passage pour ce dernier pays du 3<sup>ème</sup> rang au second rang. Cette région de l'Asie de l'Est, qui constitue un

véritable atelier de production électronique, reste assez déséquilibrée car la taille de ses marchés pour les produits de la filière était encore modeste en 1999 : soit 14% du marché mondial loin derrière les États-Unis 36% et l'Europe 22%.

L'adhésion de la Chine à l'OMC devrait favoriser une extension des marchés asiatiques tout en confortant la montée en régime de la Chine dans la hiérarchie des niveaux de production. Cette dernière évolution se trouve renforcée par l'ouverture de la Chine aux investissements directs étrangers introduisant des processus de fabrication d'un niveau technologique plus élevé. Toutes ces évolutions, sans remettre fondamentalement en cause à moyen terme la structure « en vol d'oies » de la production électronique asiatique, conduisent à s'interroger sur la stabilité du processus. La croissance continue des marchés asiatiques, qui contraste avec la stagnation des marchés occidentaux, va certes mettre un certain temps à équilibrer le commerce de la zone et l'Asie va rester, pour la prochaine décennie, un véritable atelier dans la filière électronique<sup>16</sup>. Il convient cependant de reconnaître que la division hiérarchique du travail, qui n'est pas coordonnée « centralement » et qui résulte de la combinaison de plusieurs facteurs, peut être remise en cause.

**Tableau 5 - Part de l'électronique dans les exportations**  
(en 2000)

Corée	30	Thaïlande	25
Taïwan	33	Malaisie	34
Hong-Kong	7	Indonésie	12
Singapour	53	Philippines	30

Source : *Revue Asie Stratégies*, revue régionale du réseau des Missions économiques du Ministère des finances, 21 mars 2002, n° 102

En réalité, la division hiérarchique des processus productifs, résulte de deux dynamiques distinctes. L'une renvoie aux stratégies d'investissement des multinationales étrangères, l'autre témoigne des choix de positionnement de financiers ou d'industriels locaux dans le système de production internationalisé. Les données sur l'investissement direct des firmes étrangères (tableau 4) et l'importance des biens électroniques dans les exportations (tableau 5) montrent que les situations diffèrent entre NPI et NNPI, mais aussi au sein de ces deux groupes. L'essor des NPI ne semble pas avoir reposé sur les investissements étrangers, à l'exception peut-être de celui de Singapour (où la part des biens électroniques est importante). Notons que Hong-Kong, où la part des biens électroniques dans les exportations reste peu

<sup>16</sup> Selon la *Revue Asie Stratégies*, revue régionale du réseau des Missions économiques du Ministère des finances, 21 mars 2002, n° 102.



élevée, ne fait apparemment pas partie du système productif internationalisé en question. De même, au sein des NNPI les flux d'investissements étrangers paraissent nettement plus importants pour la Malaisie, un pays de taille assez réduite comparativement à l'Indonésie ou les Philippines.

Il est clair que les entreprises japonaises ont joué un rôle crucial dans le développement de cette structure régionale de production hiérarchisée. Elles ont, dans un premier temps, allant jusqu'au milieu des années 80, favorisé l'ouverture de leurs systèmes de production à la sous-traitance d'entreprises des NPI, fourni des biens d'équipements à ces entreprises et délocalisé certaines activités en Malaisie et à Singapour. Ce mouvement de délocalisation s'accélère et s'étend aux NNPI après les accords de Plaza qui conduisirent, en deux ans, à un doublement de la valeur du yen par rapport au dollar. Dans ce mouvement de délocalisation de parties de leurs productions ou de leur sous-traitance, les entreprises japonaises ont veillé à conserver la maîtrise des innovations technologiques (au niveau des processus comme au niveau des produits). Cette stratégie, quelque peu conforme à celle du cycle du produit à la Vernon, s'en démarque toutefois par une organisation hiérarchisée des savoir-faire technologiques entre multinationales japonaises et sous-traitants, alors que le « cycle du produit » standard résulte principalement d'une concurrence entre entreprises par les coûts de processus de production devenus assez standardisés. Cette délocalisation « administrée » des firmes japonaises correspond bien, toutes choses égales par ailleurs, à une forme « immédiate » d'internationalisation dans une économie où prévaut un mode de régulation « *compañiiste* » caractérisé par l'importance des rôles assumés par les grandes entreprises dans le développement du rapport salarial et des formes de concurrence<sup>17</sup>. Certaines politiques de délocalisation permettent, primo de segmenter la main d'œuvre employée sans remettre en cause le rapport salarial développé sur le territoire national, secundo de maintenir par des liens privilégiés avec la sous-traitance une gestion plus contractuelle des rapports de concurrence. Cependant, cette maîtrise est toute relative et pose la question des rapports de concurrence entre le Japon et les pays de la zone qui aspirent à un rattrapage rapide, question qui anime à juste titre l'ouvrage de Hobday (1995) qui analyse les conditions de ces transferts technologiques impulsés par le Japon dans la région de l'Asie de l'Est<sup>18</sup>.

---

<sup>17</sup> D'où la juste caractérisation de « *compañiiste* » du mode de régulation de l'économie japonaise par T. Yamada cf Yamada (1997) *Le Capitalisme Japonais et le Compromis Compagnie-Iste*. Economic Research Center Discussion Paper 101, Nagoya University. Faculty of Economics, 51p et Boyer Robert, Yamada Toshio (Eds) [2000] *The Japanese capitalism in crisis* Routledge, Londres.

<sup>18</sup> Hobday M. (1995) *Innovation in East Asia. The challenge to Japan*. Edward Elgar, Cheltenham, UK.

La stratégie d'internationalisation à la japonaise s'est effectivement trouvée en concurrence avec les délocalisations d'industries américaines attirées par les spécialisations nouvelles des NPI, puis des NNPI<sup>19</sup>. Dans les années plus récentes les entreprises européennes, longtemps absentes de l'internationalisation de l'industrie électronique, ont suivi le même chemin<sup>20</sup>. Globalement, cette croissance des NPI et des NNPI a été largement tirée par les exportations vers les Etats-Unis puis vers l'Europe, transformant la zone en un vaste atelier de production manufacturière pour le reste du monde, une tendance qu'accentuera la montée en puissance de l'industrie chinoise<sup>21</sup>. Ces développements montrent que le processus tend rapidement à s'internationaliser au-delà de la zone régionale étudiée et qu'en conséquence l'ordonnancement qui caractérise le système en vol d'oies sauvages peut s'en trouver perturbé.

Cette instabilité potentielle est une des raisons majeures mises en avant par les critiques du schéma de développement en vol d'oies. Elle n'est pas d'ailleurs uniquement liée à la concurrence entre investisseurs étrangers, elle est aussi produite par le développement des industriels et investisseurs locaux. Les firmes nationales dont les processus d'apprentissage ne sont pas contraints<sup>22</sup>, peuvent fort bien accélérer leur rattrapage technologique et se retrouver sur la frontière des innovations technologiques. Les évolutions récentes en matière de design de micro-processeurs montrent que des pays comme la Corée ou Singapour (qui sont différemment ouverts aux investissements étrangers) peuvent se trouver à la pointe des innovations dans le domaine<sup>23</sup>. De même, assiste-t-on à la naissance de la maîtrise de quelques technologies de pointe en Chine en même temps que s'y développe un marché de masse pour les produits de la filière.

Ces capacités de rattrapage ne sont pas les seuls éléments susceptibles de perturber l'organisation hiérarchisée de la division du travail dans la zone. Un facteur déterminant tient aux comportements d'investissement des communautés chinoises vivant dans ces pays d'Asie de l'Est (Encadré 3). Elles ont joué un rôle dans l'industrialisation des pays de l'ASEAN et peuvent, selon les conditions politiques et les possibilités d'investissement dans la Grande

---

<sup>19</sup> Borrus M. et Zysman J. (1997) "The rise of Wintelism as the future of industrial competition" *Industry and Innovation*, vol 4, number 2, December.

<sup>20</sup> On en donnera pour preuve les investissements de l'entreprise italo-française STMI pour développer sa production de microprocesseurs à Singapour (250 millions USD), et les projets de l'entreprise allemande Infineon, fabricants de semi-conducteurs, d'étendre ses activités d'assemblage et de tests en Chine et à Singapour.

<sup>21</sup> Chaponnière J.R.(1992) "The Newly Industrialising Economies of Asia: International Investment and Transfer of Technology", *STI Review*, n°9, April, Paris, OECD.

<sup>22</sup> Si ce n'est par leur capacité à utiliser les équipements qu'ils acquièrent en particulier au Japon.

<sup>23</sup> Ernst D.(2003) « Internationalisation of Innovation :Why is Chip Design Moving to Asia ? », paper given at the Pavitt conference in SPRU, Brighton, Sussex, UK. 13-15 November.

Chine (Chine, Taiwan et Hong Kong), infléchir fortement les spécialisations des pays de la zone.

**Encadré 3 - La place de la diaspora chinoise dans l'intégration régionale de l'Asie de l'Est**

La diaspora chinoise installée en Asie de l'Est a un poids économique estimé à 200 quelques milliards de dollars. Elle contribue à 2/3 d'investissements directs étrangers réalisés en Chine. En 2001 la Chine a accueilli 27 milliards de d'IDE. Ces chinois « Huaqiao » sont pour la plupart originaires de 3 provinces méridionales maritimes le Fujian, le Guangdong et l'Ile de Hainan, toutes zones en forte expansion. Cette diaspora chinoise compte 28,75 millions de personnes dans les pays de l'ASEAN (22,3 millions à Taiwan et 6,9 à Hong Kong). Singapour est chinois à 75% et fournit à lui seul 77% des IDE de l'ASEAN vers la Chine. Tous ces investissements drainent avec eux des technologies modernes vers les provinces méridionales de la Chine qui sont en forte croissance. S'y ajoute des contacts personnels. En 2001, 10 millions de touristes chinois ont visité l'Asie du sud-est !. Dans les pays où la diaspora chinoise est peu importante, elle contrôle néanmoins une large part de l'économie du pays. En Indonésie elle ne représente que 2,8% de la population mais contrôle 60 à 70% de l'économie du pays. En Malaisie où elle ne représente que 29% de la population, elle contrôle 60% du capital ; en Thaïlande, 13% de la population mais dirige 80% des grands groupes. Dans ces 3 pays entre 60 et 90% de la capitalisation boursière relève de la diaspora chinoise.

L'intégration économique de l'Asie du l'Est passe donc largement par les activités de la diaspora chinoise de l'Asie du sud-est. Cette action n'a pas toujours contribué à stabiliser les économies de la région ; la fuite des capitaux en Indonésie en 1997 par exemple a accéléré l'effondrement de la monnaie locale.

D'après Dorléans B. « Derrière l'irrésistible essor de la Chine, la plus puissante diaspora du monde » *CCE International*, n°502, juin-juillet 2002.

Si le modèle du vol d'oiseaux sauvages pouvait servir d'idéal type permettant d'illustrer un des aspects d'une intégration régionale en Asie de l'Est portée par les entreprises, ce schéma apparaît vite insuffisant pour rendre compte d'une réalité manifestement plus complexe. Au-delà du jeu de la concurrence entre investisseurs étrangers de la zone ou de l'extérieur de la zone, on perçoit dans la dynamique régionale d'autres influences comme celles des communautés chinoises d'outre-mer qui vont plus orienter les spécialisations de Villes-Etats comme Hong-Kong, Singapour ou de pays à l'industrialisation plus tardive, comme la Malaisie ou l'Indonésie. Cette influence devient encore plus déterminante dans la période qui suit la crise financière de 1997 où la Chine apparaît comme un pôle de croissance stable, avec un potentiel qui attire des investisseurs du monde entier<sup>24</sup>. Après 1997, la région commence à asseoir son intégration sur des bases plus politiques.

<sup>24</sup> Notons que les 2/3 des IDE en Chine viennent de ces communautés chinoises à l'étranger.

## Perspectives de la régionalisation en Asie de l'Est après 1997

L'intégration de la zone aux flux des échanges mondiaux a facilité une politique de libéralisation financière. La fragilisation introduite dans les NNPI par cette ouverture accrue à des capitaux étrangers assez volatiles a directement conduit à la crise financière de 1997. Cette crise a révélé la fragilité du modèle, moins par le manque de compétitivité des économies ou la mauvaise gestion des gouvernements que par l'absence de coordination et la mauvaise gouvernance de l'espace régional constitué au fil de l'aventure industrielle de la zone. La remise en cause d'un modèle d'intégration principalement portée par les entreprises met en évidence les risques liés à l'absence de « régulation » régionale. Ce constat a conduit à un renforcement des bases politiques de la régionalisation, en tout premier lieu au niveau de l'ASEAN, espace le plus directement touché par la crise financière. La crise a aussi fait ressortir les spécificités des pays, en particulier des NNPI, aidant à préciser sur quelles bases pouvaient se recomposer l'union régionale de l'Asie de l'Est. En 1997, alors qu'éclate la crise financière, le Japon et les NPI sont devenus des économies tertiaires (voir tableau 6), alors que les NNPI restent avec la Chine des pays où agriculture et industrie l'emportent sur les services. Il n'est pas possible d'aborder ici les spécialisations nationales de chacun des pays mais soulignons certains faits marquants.

**Tableau 6 - Structure Industrielle**  
(valeur ajoutée, 1997) (%)

	<b>Agriculture</b>	<b>Industrie (Manufacturière)</b>	<b>Service</b>
<b>Japon</b>	2	38 (24)	60
<b>USA</b>	2	27 (18)	71
<b>Corée</b>	6	44 (27)	50
<b>Taiwan</b>	3	35 (28)	62
<b>Hong Kong</b>	0	16 ( 9)	84
<b>Singapour</b>	0	34 (27)	66
<b>Thaïlande</b>	11	42 (29)	47
<b>Malaisie</b>	12	48 (33)	41
<b>Indonésie</b>	15	43 (24)	42
<b>Philippine</b>	20	36 (23)	44
<b>Chine</b>	17	55 (38)	28

Source: The World Bank, *World Development Report 1998*, New York, Oxford University Press, 1998.  
Unités : Million USD.

Le modèle d'intégration régionale en Asie de l'Est le schéma en vol d'oies, pris comme point de départ, se trouve spécifié de plusieurs façons. La division du travail dans le secteur électronique présente jusqu'à maintenant une certaine division hiérarchisée du travail au sein de la région. Cependant, cette structure résulte d'un enchaînement de dynamiques assez distinctes avec, dans une première phase, les stratégies des firmes nationales des NPI s'équipant auprès des industries japonaises, et, dans une seconde phase, les investissements directs des firmes japonaises et des communautés chinoises dans les NNPI. Par ailleurs, ce modèle se trouve fortement modifié dans les années 2000 pour deux raisons.

1) Des pays comme Taiwan ou la Corée disposent maintenant de capacités technologiques de premier rang, concurrençant directement le Japon ou les Etats-Unis dans des segments majeurs de l'industrie électronique<sup>25</sup>. Si l'on tient compte des projets et capacités de Hong-Kong et Singapour dans d'autres secteurs comme la finance, les communications ou les transports, force est de voir dans les pays les plus développés de la zone un ensemble de pays aux capacités similaires et non plus hiérarchisées.

2) L'ouverture et le développement de la Chine après 1997, sa maîtrise des technologies de plus en plus complexes, l'impulsion qu'elle tire de son marché intérieur ont changé la donne dans l'ensemble de la région et influencé en tout premier lieu les stratégies d'investissement des communautés chinoises. Hobday avait à juste titre souligné l'importance de ces communautés entre autres pour diffuser les technologies à l'échelle non seulement de la région mais entre les deux rives du Pacifique<sup>26</sup>.

Les flux d'investissements extérieurs des NPI se sont tournés vers la Chine au détriment des NNPI (touchés de plus par la crise). Le Japon a fait de même. Les pays de l'ASEAN peuvent être d'autant plus touchés par ces évolutions que la Chine érode leurs parts de marchés aux Etats-Unis comme en Europe. Là encore, il faut distinguer la position de la Malaisie et de la Thaïlande de celles de l'Indonésie et des Philippines plus handicapées par les incertitudes sur leurs situations politiques internes. L'on doit ajouter que la division du travail à l'intérieur de la zone s'étend progressivement aux pays limitrophes comme le Vietnam le Cambodge, le Myanmar, voire l'Inde, aux niveaux de développement nettement inférieurs. Ceci nous conduit à un espace régional encore hiérarchisé mais selon des logiques assez différentes de celles suggérées par le modèle initial.

---

<sup>25</sup> Voir les travaux de Ernst : Ernst D.(2003) « Internationalisation of Innovation :Why is Chip Design Moving to Asia ? », paper given at the Pavitt conference in SPRU, Brighton, Sussex, UK. 13-15 November ; Ernst D.(2004) Late Innovation Strategies in Asian Electronics Industries: a Conceptual Framework and Illustrative Evidence. To be published in Oxford Development Studies. East6West Center Working Paper, N°66, March, Honolulu, Hawaii.

<sup>26</sup> Hobday M. (1995) *Innovation in East Asia. The challenge to Japan*. Edward Elgar, Cheltenham, UK.

L'ensemble de la zone conserve son aspect d'atelier manufacturier du monde ce qui la distingue nettement d'une zone comme l'Europe. Ceci a des incidences, en retour, sur les flux financiers internationaux ; l'épargne nette de la zone finançant les déficits de la balance commerciale des pays destinataires et en tout premier lieu des Etats-Unis<sup>27</sup>. Il s'ensuit qu'un modèle d'union régionale de type A (que sa structure hiérarchique s'explique par un schéma comme celui du vol d'oies ou par une dynamique plus diverse comme c'est le cas en Asie de l'Est) requiert pour apprécier sa durabilité d'explicitier les conditions d'insertion de la région en question dans l'économie du reste du monde et d'analyser les relations financières à travers la répartition des surplus commerciaux dans la zone et celles des actifs financiers correspondants dans le reste du monde. Le système financier japonais est sensé jouer un rôle clé dans cette architecture et sa crise présente constitue une hypothèque majeure sur les perspectives du processus d'intégration régionale de la zone. Le fait que la plupart des pays de la zone fixent la valeur de leur monnaie en fonction du dollar US et non du yen ou d'un paquet d'autres monnaies témoigne d'une relative tension et laisse ouverte la possibilité de nouvelles crises financières. La poursuite de l'intégration régionale passe donc par un accord politique garantissant une bonne gestion des flux financiers et impliquant les pays de la zone et leurs partenaires commerciaux extérieurs ; ce qui, en l'occurrence, renvoie à une restructuration majeure d'un système financier international plutôt encore tenté d'approfondir à l'échelle du globe une logique de libéralisation.

In fine, l'Asie de l'Est pourrait être considérée comme une combinaison spécifique de ce que nous avons appelé des unions régionales de type E et de type A. Tout dépend en l'occurrence des développements politiques des différentes unions régionales en question comme des choix stratégiques des entreprises multinationales dans un monde en perpétuelle évolution. Trois constats à l'orée des années 2000 nous permettent de décliner différentes vues prospectives pour la région.

1 Le Japon n'a plus au sein de la zone le monopole d'une certaine avance technologique ; il a été rejoint par la Corée, Taiwan et Singapour. Tous ces pays maîtrisent des technologies avancées et misent sur des politiques d'innovation dans les industries de l'information, des communications et les activités connexes. Ces pays sont relativement séparés géographiquement et culturellement tout en appartenant à un espace commun (où la Chine et la civilisation chinoise jouent un rôle important). Ils ont des intérêts communs, ne serait-ce que pour faire valoir à l'échelle mondiale la rente technologique sur laquelle ils

---

<sup>27</sup> Boyer R. (2002), "European and Asian Integration Processes Compared", Document de travail CEPREMAP.

tablent. Ils appartiennent de plus à une zone de change qui se définit par rapport au dollar et ils interviennent en conséquence sur les marchés des changes pour empêcher une appréciation trop forte de leur monnaie par rapport au dollar. Ils ont de ce fait accumulé (comme la Chine) de grandes réserves de dollars, ce qui en soi les rend solidaires en matière de politique de change. On a là les ingrédients d'une union régionale de type E, disons E1, certes pleinement défensive en ce qu'elle constituerait une réponse aux pressions ressenties par ces pays dans la présente phase d'internationalisation. Force est toutefois de constater qu'au-delà des intérêts objectifs de cet ensemble de pays, aux niveaux de développement devenus voisins, les linéaments politiques renforçant les liens autour de ce sous ensemble sont absents. Les entreprises (à la recherche de concentration et d'alliances technologiques) comme les banques centrales peuvent néanmoins pousser à un renforcement des coordinations à ce niveau.

2° Le second constat concerne plus particulièrement les pays de l'ASEAN. Ces pays ont nettement souffert (bien qu'à des degrés différents) de la crise financière de 1997. Leur développement dans les années 90 a largement bénéficié des flux d'investissement direct. La crise leur a montré l'instabilité de ces flux et l'absence de mécanisme correcteur des effets de fluctuations erratiques. Ceci a fait naître une réelle volonté politique de se protéger collectivement de tels aléas, dans un ensemble de pays dont les niveaux de développement restent plutôt faibles ....mais assez différents entre des pays comme la Thaïlande, un des fondateurs de l'ASEAN et des entrants récents comme le Cambodge. D'où la nécessité de trouver les alliances à même d'assurer cette protection. Les pays de la zone E1 ne semblent pas avoir été à même de jouer ce rôle en 1997-1998. Les pays de l'ASEAN ont de ce fait multiplié les alliances avec des entités hors zone comme les projets d'accord de libre échange avec la Chine et l'Inde. Les différences de niveaux de développement feraient de ce sous ensemble de pays une union de type A, mais la faiblesse des échanges intra zone<sup>28</sup> et surtout l'absence de mécanisme de division interne du travail selon les capacités technologiques de chacun empêchent de retenir cette qualification. La volonté politique réactivée après 1997 de coopérer pour mieux répondre aux contraintes et opportunités de la présente phase d'internationalisation apparenterait l'ASEAN à une union de type E. Les actions concrètes comme le projet de connexion des réseaux électriques vont dans ce sens. Il n'en reste pas moins que la zone conserve sa fonction d'atelier dans la division internationale du travail, avec des donneurs d'ordre appartenant au groupe E1 précité des pays développés d'Asie de l'Est mais aussi de plus en plus européens et américains. Cet atelier est aussi en

---

<sup>28</sup> Le commerce intra-zone en 2001 n'était que de 35% en Asie de l'est, versus 53,2% pour l'ALENA et 59% pour l'union européenne.

concurrence directe sur ce plan avec la Chine (qui dans les dix dernières années a attiré nombre des investissements directs étrangers) mais aussi avec l'Inde, deux pays continents avec un potentiel de développement auquel les pays de l'ASEAN souhaitent être associés. Cette zone de type E, disons E2, par référence à ses motivations politiques d'intégration régionale « défensive » reste très particulière, les objectifs de solidarité à l'égard des membres les plus pauvres étant très limités comme le commerce proprement intra zone. Toutes choses égales par ailleurs, cette union régionale rappelle certaines caractéristiques d'unions de pays d'Amérique latine.

3° Le troisième constat porte sur la montée en puissance de la Chine depuis dix ans. Ce pays possède des capacités technologiques avancées dans des domaines variés liés à la fois à sa puissance militaire, aux transferts technologiques favorisés par les investissements directs et par les liens avec la communauté chinoise d'outre mer comme par l'apprentissage rapide que lui permet son vaste marché intérieur. Mais la Chine est aussi un pays très contrasté où la zone côtière sud se développe très rapidement pendant que des régions de l'intérieur stagnent à des niveaux très bas de développement. Ces inégalités, dans un pays aussi vaste, pose le problème de l'unité de la Chine à terme, et motivent fortement les politiques du gouvernement central favorisant les implantations et transferts d'activité vers les régions de l'ouest. A un moment où la concurrence des pays d'Asie du Sud (Inde, Bangladesh, Pakistan) en matière de d'implantations industrielles se font sentir, le développement des régions de l'ouest de la Chine apparaît comme une deuxième étape avec ses aléas propres pour la poursuite d'une croissance forte en Chine.

Sur la base de ces trois constats circonstanciés quelles peuvent être les évolutions de l'ensemble de la région de l'Asie de l'Est ? On voit bien comment cette région combine à la fois le caractère d'ensemble d'une union de type A avec des composantes à son sommet et à sa base qui seraient plutôt des union sub régionales de type E (soit E1 au sommet et E2 à la base dans ce qui précède). La place de la Chine dans cette représentation hybride de la construction régionale de l'Asie de l'Est à l'aube du 3<sup>ème</sup> millénaire n'est pas très précise. C'est en effet une hypothèque majeure dans la mesure où elle participe des deux groupes. A la fois atelier exécutant dans de nombreuses activités et aussi parties prenantes des clubs d'acteurs clés dans un certain nombre de domaines liés en particulier à son rôle de puissance militaire. Surtout le poids économique de la Chine, le marché intérieur qu'elle constitue et qui se fait sentir dans tous les marchés mondiaux, lui confère un potentiel d'apprentissage et d'innovation extraordinaire. Mais cette puissance est aussi un facteur de blocage dans la dynamique régionale qui laisse la Chine en position externe de contrepoids à la fois au regard



de l'ensemble E1 des pays développés de la zone et de l'ensemble E2 des pays en développement. Ce déséquilibre laisse peu de place à des accords politiques d'intégration régionale de grande portée. Par contre les coopérations poussées par domaine avec les deux sous ensembles de pays paraissent tout à fait concevable, voire en cours d'établissement. En matière de change l'ancrage de la monnaie chinoise sur le dollar est certes une donnée qui s'impose aux partenaires mais cette politique et les interventions des banques centrales qu'elle implique peuvent tout à fait se faire de façon plus coopérative. Tous ces pays détiennent des avoirs en dollars qu'il est dans leur intérêt de gérer en coopération. Tous les problèmes délicats de propriété intellectuelle qui se négocient à l'échelle mondiale peuvent aussi faire l'objet de concertation entre la Chine et les pays développés de la zone. Pour les pays en voie de développement beaucoup plus directement engagés dans la fonction atelier du monde les initiatives politiques d'intégration régionale visent largement l'organisation logistique d'un espace géographique assez dispersé par mers et montagnes. Ceci concerne les transports, les communications, les approvisionnements en matières premières, mais aussi un système financier sécurisé. Le poids de la Chine se fait aussi sentir de façon majeure à la fois comme client, comme concurrent mais aussi comme partenaire. C'est aussi la raison qui poussent les politiques non seulement à développer les liens avec la Chine (et ses diverses provinces) mais aussi avec les grands zones concurrentes que deviennent les pays de l'Asie du Sud, en tout premier lieu comme l'Inde.

Mais sur tous ces plans les politiques ne peuvent proposer que des plans d'accompagnement. Les véritables déterminants resteront dans cette grande zone atelier les grandes entreprises internationales et leurs choix d'alliances et de localisation.

Deux séries de décisions des multinationales de la zone et du reste du monde seront déterminantes. D'une part les choix de toutes les entreprises « sans attache » à la recherche des ateliers les plus compétitifs (un arbitrage entre compétences et coûts de la main d'œuvre) qui ont déplacés leurs investissements des pays E2 vers la Chine et qui selon les cas peuvent prolonger leur mouvement vers l'Inde et l'Asie du Sud. D'autre part les entreprises de haute technologie plus intéressés par les accords technologiques avec des entreprises de tête, par les qualités de la main d'œuvre et de la recherche qui contribueront ou non à constituer un espace technologique faits de centres partenaires interagissant dans le développement des nouveaux marchés de haute technologie (avec les normes et les moyens financiers que cela requiert) face respectivement aux espaces américain et européen (si tant est que ce dernier arrive à se développer). A cet égard les grandes firmes peuvent ou non jouer un rôle déterminant pour constituer cette unité régionale E1 qui en retour impulserait transferts et dynamique

marchande dans le sous groupe E2. Les accords internationaux sur la propriété intellectuelle comme les consolidations financières qui mettraient ces pays à la fois à l'abri de crise financière internationale mais les doteraient aussi des moyens de soutenir rapidement les projets novateurs sont déterminants pour l'avenir de la région dans son ensemble. Le processus d'intégration régionale en Asie de l'Est reste plus qu'ailleurs premièrement conditionné par le jeu des grandes entreprises multinationales locales et internationales. Les politiques des Etats peuvent accompagner ces développements mais ils doivent le faire de façon concertée dans le nouveau contexte où la zone s'étend vers l'Asie du Sud, où la Chine est devenu un partenaire prépondérant et où les pays les plus avancés technologiquement ne se limitent pas au Japon mais incluent la Corée, Taiwan et Singapour. La crise financière de 1997 a bien souligné l'impérieuse nécessité de telles concertations. Il n'est pas évident que les pays concernés en trouvent la formule. Le réflexe pour l'instant a surtout été d'assurer l'avenir par tout un ensemble d'accords bilatéraux de libre-échange<sup>29</sup> (voir encadré 4). A l'horizon de 2010, un accord général de libre-échange est projeté. Comme toujours en matière d'union commerciale c'est avant la date de mise en œuvre que les entreprises feront leur choix de stratégies technologiques et de localisation. C'est donc dans les cinq ans à venir que des politiques industrielles spécifiques et concertées peuvent contribuer à une structuration majeure de la région de l'Asie de l'Est.

---

<sup>29</sup> Des partenaires commerciaux majeurs comme les Etats-Unis privilégient eux-mêmes cette démarche, en particulier après l'échec de Cancun à la fin 2003.

**ENCADRE 4 - Accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux  
dans la zone Asie-Pacifique au début de 2002**

Accords commerciaux proposés et à l'étude	ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande Australie - Japon Australie - Corée du Sud Australie - Thaïlande Australie - Etats-Unis Canada - Japon Canada - Singapour Chili - Japon Chili - Singapour Japon - Mexico Japon - Nouvelle-Zélande Japon - Corée du Sud Nouvelle Zélande - Corée du Sud Nouvelle Zélande - Thaïlande Nouvelle Zélande - Etats-Unis Corée du Sud - Thaïlande Corée du Sud - Etats-Unis Taiwan - Etats-Unis
Accords commerciaux en cours de négociation	ASEAN - Chine Australie - Singapour Chili - Nouvelle Zélande Chili - Corée du Sud Chili - Etats-Unis Hong Kong - Nouvelle Zélande Japon - Singapour Mexique - Singapour Mexique - Corée du Sud Singapour - Etats-Unis ASEAN-Inde
Accords commerciaux ratifiés et mis en place	ASEAN Zone de libre échange (AFTA) Australie - Nouvelle Zélande (CER) Australie-Papouasie Nouvelle Guinée (PATCA) Canada - Chili Canada - Mexique- Etats-Unis (NAFTA) Chili - Mexique Nouvelle Zélande - Singapour Vietnam - Etats-Unis (Accord commercial)

## BIBLIOGRAPHIE

Akamatsu K. (1961), *A Theory of Unbalanced Growth in the World Economy*, *Weltwirtschaftliches Archiv*, vol 86, n°2.

Akamatsu K. (1962), An Historical Pattern of Economic Growth in Developing Countries, *Journal of Developing Economies*, March-August.

Balassa B. (1961) *The theory of Economic Integration*. Homewood (Illinois): Richard Irwin

Balassa B.(1987) Economic Integration in *The New Palgrave. A Dictionary of Economics*. London, Mac Millan.

Banque Mondiale The East Asian miracle: economic growth and public policy. New York, Oxford University Press.

Banque Mondiale (2002) "Innovative East Asia : the future of growth", novembre.

Borras M. Zyglidopoulos J. (1997) "The rise of Wintelism as the future of industrial competition" *Industry and Innovation*, vol 4, number 2, december

Bowles P. (2002) "Asia's post-crisis regionalism: bringing the state back in, keeping the United States out", *Review of International Political Economy* 9:2 summer, p.230-256.

Boyer Robert, Yamada Toshio (Eds) [2000], *The Japanese capitalism in crisis* Routledge, Londres.

Boyer R. (2002), "European and Asian Integration Processes Compared", Document de travail CEPREMAP.

Boyer R. (2002), « Les leçons oubliées de la crise asiatique » préface à l'ouvrage *Mondialisation contre développement, le cas des pays asiatiques*.

Breslin S., Higgott R., Rosamond B. (2002), "Regions in Comparative Perspective", CSGR Working Paper n° 107/02.

Chaponnière J.R.(1992) "The Newly Industrialising Economies of Asia: International Investment and Transfer of Technology", *STI Review*, N°9, April, Paris, OECD

Das D. (2001), "Regionalism In A Globalizing World: An Asia-Pacific Perspective", CSGR Working Paper n°80/01.

Dorléans B. « Derrière l'irrésistible essor de la Chine, la plus puissante diaspora du monde » *CCE International*, n°502, juin-juillet 2002.

Ernst D.(2003) « Internationalisation of Innovation :Why is Chip Design Moving to Asia ? », paper given at the Pavitt conference in SPRU, Brighton, Sussex, UK. 13-15 November

Ernst D.(2004) Late Innovation Strategies in Asian Electronics Industries: a Conceptual Framework and Illustrative Evidence. To be published in Oxford Development Studies. East6West Centre Working Paper, N°66, March, Honolulu, Hawaii

Heribert D., Higgott R. (2002), "Exploring alternative theories of economic regionalism: from trade to finance in Asian co-operation", CSGR working paper n° 89/02

Higgott R. (2002), The Political Economy of Globalisation: Can the Past inform the Present? Trinity College, Dublin, August 29-31.

Hobday M. (1995) *Innovation in East Asia. The challenge to Japan*. Edward Elgar, Cheltenham, UK

Hochraich D (2003) *Mondialisation contre développement: le cas des pays asiatiques*. Editions Syllepse, Paris

Park Y.C. Lee J.W. (2002), "Financial Crisis and Recovery: Patterns of Adjustment in East Asia, 1996-99", ADB Institute Research Paper Series n°45.

Petit P., (2003), Mondialisation et régionalisation : une analyse comparative de la construction des rapports internationaux en Europe et Asie de l'Est, CEPREMAP, janvier, multig. 30 p.

*Revue Asie Stratégies*, revue régionale du réseau des Missions économiques du Ministère des finances, 21 mars 2002, n° 102.

Yamada T. (1997) Le Capitalisme Japonais et le Compromis Compagnie-Iste  
Economic Research Center Discussion Paper 101, Nagoya University. Faculty of Economics, 51p